

Le réseau de l'aide juridique  
au service des gens...



## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Avril 2025

# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

## OPPOSITION OFFICIELLE

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
01	Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	5
02	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2024-2025, indiquer :</p> <p>a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;</p> <p>b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;</p> <p>c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;</p> <p>d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</p>	6
06	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la justice par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	8
07	Liste et détail de tous les mandats donnés à la société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2024-2025.	9
09	<p>Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2024-2025. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :</p> <p>a. Le mandat;</p> <p>b. Les membres;</p> <p>c. Le budget;</p> <p>d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;</p> <p>e. Le nombre de rencontres effectuées en 2024-2025;</p> <p>f. Les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.</p>	10
11	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 :</p> <p>a. Le nom de toutes les campagnes;</p> <p>b. Les coûts de ces campagnes;</p> <p>c. Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;</p> <p>d. Les dates de diffusion de la campagne;</p> <p>e. Les objectifs visés par chaque campagne.</p>	14
15	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :</p> <p>a. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;</p> <p>b. Le nom du ou des organismes bénéficiaires;</p> <p>c. Le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>	15
36	Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2024-2025, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique.	16

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
37	Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.	18
38	Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.	19
39	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2025.	20
40	Pour 2024-2025, fournir : a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique; b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ; c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique.	21
41	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2024-2025 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	22
42	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2024-2025 : a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	24
43	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2024-2025 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	27
44	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2024-2025 : a. Description détaillée de chacune des étapes du procès; b. Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privés, pour chacune des corporations régionales; c. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; d. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; e. Nombre de mandats émis à la pratique privée; f. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	29
45	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2024-2025 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	31
46	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement en 2024-2025 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	32

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
47	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2024-2025 : a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	33
48	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais en 2024-2025.	34
49	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	35
50	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2024-2025.	36
51	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 janvier 2025, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.	37
52	Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2024-2025. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.	40
53	En 2024-2025, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant.	41
55	Liste des mandats accordés en 2024-2025 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a. Le nom et l'adresse du professionnel; b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d. Les prévisions des coûts pour 2025-2026 et pour l'ensemble du mandat confié; e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	42
67	Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches pour les augmenter.	44

# demande initiale opposition officielle	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP1.14	Nombre de professionnels ou d'employés travaillant sur la réforme du droit dela famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.85	Produire le plan d'immobilisations (agrandissement et rénovation) pour chacun des Palais de justice et l'état d'avancement des projets prévus au plan québécois des infrastructures, qu'ils soient en réalisation, en planification ou à l'étude, incluant: a) l'échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet; b) l'estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts; c) liste et copie de tout étude (incluant les études d'opportunités et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisé ou commandé par le ministère à ce jour; d) état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu; e) bilan des sommes investies pour chaque année financière en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 83 de l'opposition officielle
DP1.95	Pour 2024-2025, fournir la liste des recours exercés par le Procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) et/ou 532 à 535 du Code de procédure civil (chapitre c-25.01) contre un membre du conseil, un fonctionnaire ou un employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.96	Pour 2024-2025, liste des actions en déclaration d'inhabilité et des requêtes en quo warranto intentées par le Procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions ou des requêtes, et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leur fonction d'élu.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.97	Pour 2024-2025, la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autres ordonnances du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supra municipal présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.98	Pour 2024-2025, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat d'un membre d'un conseil municipal, présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction d'élu.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.100	Pour 2024-2025, fournir la liste et l'état des principales causes pendantes en matière civile, criminelle et constitutionnelle devant la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême du Canada impliquant le Procureur général du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP1.134	Concernant la SEPAQ, fournir la liste des montants des crédits dépensés en raison de condamnations des tribunaux et de frais juridiques ventilés par : a) les tribunaux (exemple : Tribunal administratif du travail), b) organismes publics impliqués (exemple : Sépaq), c) causes, d) accusations	Répondue par la Société des établissements de plein air du Québec

<p>Question <b>01</b></p>	<p>Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>
---------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2024-2025 (K\$)
<b>Logiciels et matériel</b>	241,7 K\$
<b>Services professionnels</b>	
• Interne	0 \$
• Externe	2,1 K\$
• CSPQ / ITQ	0 \$
<b>TOTAL</b>	<b>243,8 K\$</b>

Question **02**

Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2024-2025, indiquer :

- a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;
- c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;
- d. Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**A. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration**

- M<sup>e</sup> Daniel LaFrance (président)
- M<sup>e</sup> Nadine Koussa (vice-présidente)
- M. Gilles Baril (commissaire)
- M<sup>e</sup> Isabelle Simard (commissaire)
- M<sup>e</sup> Simon Roy (commissaire)
- M<sup>e</sup> Amélie Binette (commissaire)
- M<sup>e</sup> Marie-Josée Héту (commissaire)
- M<sup>e</sup> Simon Roy (commissaire)
- M<sup>e</sup> Étienne Ruel (commissaire)
- M<sup>e</sup> Amélie Charlebois (commissaire)
- M<sup>e</sup> Sophie Noël (commissaire)
- M<sup>e</sup> Joanie Lalonde-Piecharski (commissaire)
- M<sup>e</sup> Marie-Catherine Paré (Commissaire déléguée du sous-ministre de la Justice)

**B. la liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération**

Prénom et nom	Titre	Dates du début	Dates de la fin	Rémunération

**C. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv**

Prénom et nom	Titre	Dates du début	Dates de la fin	Rémunération
Me Étienne Ruel	Commissaire	15 mai 2024	15 mai 2027	

**D. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation**

Prénom et nom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
Me Daniel LaFrance	Président	2 087 \$	248 \$	0 \$
Me Nadine Koussa	Vice-présidente	1 222 \$	279 \$	1 413 \$
M. Gilles Baril	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Isabelle Simard	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Simon Roy	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2025-2026

Question **02**

Suite

Me Amélie Binette	Commissaire	246 \$	39 \$	0 \$
Me Marie-Josée Héту	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Amélie Charlebois	Commissaire	246 \$	39 \$	0 \$
Me Sophie Noël	Commissaire	0 \$	0 \$	0 \$
Me Joanie Lalonde-Piecharski	Commissaire	246 \$	39 \$	0 \$
Me Marie-Catherine Paré	Commissaire, déléguée du sous- ministre de la Justice	0 \$	0 \$	0 \$
	<b>Total</b>	<b><u>4 047 \$</u></b>	<b><u>644 \$</u></b>	<b><u>1 413 \$</u></b>

Question **06**

Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la justice par le fonds de suppléance du conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Les réalisations 2024-2025

Mise à niveau des systèmes informatiques et de technologies de l'information

Ventilation des sommes allouées dans le réseau

2024-2025	
Régions	Montant
Abitibi-Témiscamingue	23 811 \$
Bas St-Laurent-Gaspésie	43 790 \$
Côte-Nord	7 772 \$
Estrie	61 400 \$
Laurentides-Lanaudière	43 200 \$
Mauricie-Centre-du-Québec	34 400 \$
Montréal	166 150 \$
Outaouais	52 807 \$
Québec	20 300 \$
Rive-Sud	58 000 \$
Saguenay-Lac St-Jean	45 995 \$
CSJ	66 675 \$
<b>Total</b>	<b>624 300 \$</b>

Sommes avancées en 2024-2025 par le fonds de suppléance du conseil du trésor : Aucune

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2025-2026

<p>Question <b>07</b></p>	<p>Liste et détail de tous les mandats donnés à la société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2024-2025.</p>
---------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Date	Nombre de mandats	Description du mandat	Dépense 2024-2025
1er avril 2024	1	Réaménagement de locaux – Rive-Sud (375 Boulevard Fiset, Sorel-Tracy, Québec)	516 645
<b>Total</b>			<b>516 645\$</b>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2024-2025. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a. Le mandat;
- b. Les membres;
- c. Le budget;
- d. Le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;
- e. Le nombre de rencontres effectuées en 2024-2025;
- f. Les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Association des régimes d'aide juridique du Canada	Assurer une structure permettant d'échanger de l'information et des points de vue au sujet des besoins et services juridiques ainsi que de discuter de problèmes existants et de l'évolution des divers régimes, de même que de divers aspects de l'aide juridique et de questions publiques pertinentes qui représentent un intérêt national en matière d'aide juridique.	Me Danielle Mongeon	4
Groupe de travail sur les finances		M. Yves Boisvert	3
Comité consultatif sur la violence conjugale et de la pratique judiciaire	Soutenir les victimes, leur offrir davantage d'information, de conseils et de représentation. Rapprocher les maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et les bureaux d'aide juridique.	Me Nadine Koussa	3
Comité d'arrimage tactique et opérationnel avec les partenaires-Programme Lexius	Discuter de l'arrimage entre la transformation de la Justice gouvernementale et les divers partenaires de la justice.	Me Danielle Mongeon	1
Comité de suivi tripartite créé à la suite du rapport final du Groupe de travail indépendant (GTI) sur la réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique	Procéder à l'analyse de chacun des actes juridiques tarifés afin de faire refléter le temps réellement consacré à la charge de travail des avocats.	Me Daniel LaFrance Me Danielle Mongeon Me Marcel Laplante	7
Comité stratégique PAJ-SM	Assurer un déploiement uniforme du programme d'accompagnement Justice-Santé mentale dans toutes les régions du Québec.	Me Danielle Mongeon	3
Forum Québécois sur l'accès à la justice civile et familiale	Développer des solutions permettant de bien aiguiller le citoyen sur les services qui s'offre à lui.	Me Daniel LaFrance	3

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements particuliers**

**Étude des crédits 2025-2026**

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Forum socio-judiciaire autochtone	Lieu d'échange formel en vue de favoriser de meilleures collaborations et concertations en matière de services sociaux, policiers, judiciaires et correctionnels. Et participation aux sous-comités de travail dudit Forum.	Me Marie-Claude Marcil	4
Sous-comité en ressources informationnelles des organismes Justice (SCRI)	Ce comité veut permettre aux membres des organismes sous le portefeuille Justice d'échanger quant à leurs pratiques et leurs expériences pour s'améliorer et innover; partager leurs réalités et outils; apprendre à se connaître comme collègues immédiats et mettre en commun des projets similaires. Ce comité vise donc à s'assurer de répondre aux obligations en RI et en SI, à consulter chaque organisme pour les éléments qui sont de niveau du portefeuille, à offrir une tribune de partage et de mutualisation sur les obligations, ainsi qu'à transmettre l'information d'intérêt pour assurer une compréhension commune de tous.	Mme Claudie Côté M. Carl Pineault	2 2
Sous-comité en RH des organismes Justice	Ce comité veut permettre aux membres des organismes sous le portefeuille Justice d'échanger sur l'ensemble des sujets en ressources informationnelles. Le comité permettra d'établir une structure de gouvernance et de collaboration, facilitera la reddition de compte et favorisera la mise en commun des politiques, directives et processus.	Mme Claudie Côté Mme Marie-Eve Charest	2 3
Groupe de travail permanent sur l'aide juridique fédéral-provincial-territorial (GTP-FPT)	Compte tenu de l'importance de l'aide juridique pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser l'accès à la justice pour les personnes vulnérables et défavorisées sur le plan économique, et</li> <li>• le fonctionnement équitable, efficace et efficiente du système de justice</li> </ul> <p>Le Groupe de travail permanent fédéral-provincial-territorial (FPT) sur l'aide juridique (GTP) doit conseiller et soutenir les sous-ministres FPT responsables de la justice et de la sécurité publique pour assurer la prestation de services d'aide juridique aux personnes admissibles, y compris celles qui sont accusées d'infractions criminelles et celles qui ont besoin d'aide juridique dans les affaires liées à l'immigration et au statut de réfugié, au moyen d'un partenariat continu et d'une constante collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les régimes d'aide juridique.</p>	Me Danielle Mongeon	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres	Nombre de rencontres 2024-2025
Groupe de travail sur le tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Améliorer l'accompagnement et l'expérience des personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale dans le processus judiciaire.	Me Daniel LaFrance Me Nadine Koussa	2
Programme de consolidation des centres de traitement informatique (PCCTI)	Consolider les salles de traitement informatique	M. Carl Pineault	14
Réseau des responsables de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels	Discuter et présenter divers sujets liés à l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels.	Me Danielle Mongeon	0
Réseau des responsables de l'application des règles contractuelles.	Sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, tenir les responsables à jour sur les changements apportés au cadre législatif et réglementaire en matière contractuelle.	Mme Claudie Côté	3
Table de concertation en matière de petites créances.	Cette table a pour objectif d'échanger sur les outils, les pratiques et les orientations en matière de petites créances.	Me Nadine Koussa	2
Table nationale jeunesse	Dans le but d'améliorer l'efficacité des services en matière de protection de la jeunesse et de contribuer à la réduction des délais judiciaires, cette table a le mandat de : brosser le meilleur portrait possible de la situation en cette matière; élaborer un plan d'action pour améliorer l'efficacité socio-judiciaire en protection de la jeunesse et prioriser les mesures à mettre en œuvre; recenser et échanger sur les pratiques cliniques ou juridiques ayant un impact sur les délais judiciaires en matière de protection de la jeunesse.	Me Daniel LaFrance Me Nadine Koussa	4
Table Justice-Québec	Cette table a pour objectif de réduire les délais en matière criminelle.	Me Daniel LaFrance	1

Question **11**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 :

- a. Le nom de toutes les campagnes;
- b. Les coûts de ces campagnes;
- c. Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d. Les dates de diffusion de la campagne;
- e. Les objectifs visés par chaque campagne.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune

Nom de la campagne	Coûts	Nom de la firme	Diffusion	Objectif visé

Question **15**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :

- a. Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b. Le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c. Le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Aucun

Question **36**

Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2024-2025, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. Répartition des demandes selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	10 074	8 765	87.0%	797	7.9%	512	5.1%
Bas St-Laurent-Gaspésie	6 142	5 131	83.6%	788	12.8%	221	3.6%
Côte-Nord	3 262	2 522	77.3%	287	8.8%	453	13.9%
Estrie	9 928	8 891	90.6%	769	7.7%	168	1.7%
Laurentides-Lanaudière	22 345	18 290	81.9%	3 885	17.4%	170	0.8%
Mauricie-Centre-du-Québec	13 388	11 141	83.2%	2 014	15.0%	233	1.7%
Montréal	53 941	43 902	81.4%	7 540	14.0%	2 499	4.6%
Outaouais	10 659	8 808	82.6%	1 297	12.2%	554	5.2%
Québec	16 980	14 048	82.7%	2 170	12.8%	762	4.5%
Rive-Sud	24 447	20 930	85.6%	3 186	13.0%	331	1.4%
Saguenay-Lac St-Jean	6 582	6 127	93.1%	324	4.9%	131	2.0%
<b>Total</b>	<b>177 748</b>	<b>148 657</b>	<b>83.6%</b>	<b>23 057</b>	<b>13.0%</b>	<b>6 034</b>	<b>3.4%</b>

2. Répartition des demandes selon qu'elles ont été confiées à des avocats ou à des notaires par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Cas confiés à des avocats	%	Cas confiés à des notaires	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	8 754	99.9%	11	0.1%	8 765
Bas St-Laurent-Gaspésie	5 132	100.0%	1	0.0%	5 133
Côte-Nord	2 511	99.6%	11	0.4%	2 522
Estrie	8 979	99.9%	12	0.1%	8 991
Laurentides-Lanaudière	18 284	100.0%	6	0.0%	18 290
Mauricie-Centre-du-Québec	11 118	99.8%	23	0.2%	11 141
Montréal	43 829	99.8%	73	0.2%	43 902
Outaouais	8 800	99.9%	8	0.1%	8 808
Québec	14 034	99.9%	14	0.1%	14 048
Rive-Sud	20 890	99.8%	40	0.2%	20 930
Saguenay-Lac St-Jean	6 123	99.9%	4	0.1%	6 127
<b>Total</b>	<b>148 454</b>	<b>99.9%</b>	<b>203</b>	<b>0.1%</b>	<b>148 657</b>

3. Répartition des demandes acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	4 162	47.5%	4 592	52.5%	8 754
Bas St-Laurent-Gaspésie	2 831	55.2%	2 301	44.8%	5 131
Côte-Nord	1 533	61.1%	978	38.9%	2 511
Estrie	4 630	51.6%	4 349	48.4%	8 979
Laurentides-Lanaudière	7 582	41.5%	10 702	58.5%	18 284
Mauricie-Centre-du-Québec	5 304	47.7%	5 814	52.3%	11 118
Montréal	19 343	44.1%	24 486	55.9%	43 829
Outaouais	5 231	59.4%	3 569	40.6%	8 800
Québec	6 532	46.5%	7 502	53.5%	14 034
Rive-Sud	9 082	43.5%	11 808	56.5%	20 890
Saguenay-Lac St-Jean	3 344	54.6%	2 779	45.4%	6 123

<b>Total</b>	<b>69 574</b>	<b>46.9%</b>	<b>78 880</b>	<b>53.1%</b>	<b>148 454</b>
--------------	---------------	--------------	---------------	--------------	----------------

**4. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats ou à des notaires par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Avocats	%	Refus Notaires	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	791	99.2%	6	0.8%	797
Bas St-Laurent-Gaspésie	787	99.9%	1	0.1%	788
Côte-Nord	286	99.7%	1	0.3%	287
Estrie	767	99.7%	2	0.3%	769
Laurentides-Lanaudière	3 876	99.8%	9	0.2%	3 885
Mauricie-Centre-du-Québec	1 995	99.1%	19	0.9%	2 014
Montréal	7 509	99.6%	31	0.4%	7 540
Outaouais	1 296	99.9%	1	0.1%	1 297
Québec	2 157	99.4%	13	0.6%	2 170
Rive-Sud	3 174	99.6%	12	0.4%	3 186
Saguenay-Lac St-Jean	324	100.0%	0	0.0%	324
<b>Total</b>	<b>22 962</b>	<b>99.6%</b>	<b>95</b>	<b>0.4%</b>	<b>23 057</b>

**5. Répartition des demandes refusées selon qu'elles auraient été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Refus Salariés	%	Refus Pratique privée	%	Total des demandes refusées
Abitibi-Témiscamingue	206	25.8%	591	74.2%	797
Bas St-Laurent-Gaspésie	345	43.8%	443	56.2%	788
Côte-Nord	115	40.1%	172	59.9%	287
Estrie	394	51.2%	375	48.8%	769
Laurentides-Lanaudière	1 069	27.5%	2 816	72.5%	3 885
Mauricie-Centre-du-Québec	996	49.5%	1 018	50.5%	2 014
Montréal	5 215	69.2%	2 325	30.8%	7 540
Outaouais	990	76.3%	307	23.7%	1 297
Québec	884	40.7%	1 286	59.3%	2 170
Rive-Sud	1 558	48.9%	1 628	51.1%	3 186
Saguenay-Lac St-Jean	161	49.7%	163	50.3%	324
<b>Total</b>	<b>11 933</b>	<b>51.8%</b>	<b>11 124</b>	<b>48.2%</b>	<b>23 057</b>

**6. Répartition des demandes non statuées selon qu'elles sont en attestation conditionnelle ou en suspens par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Attestations conditionnelles	%	En suspens	%	Total des demandes non statuées
Abitibi-Témiscamingue	8	1.6%	504	98.4%	512
Bas St-Laurent-Gaspésie	60	27.1%	161	72.9%	221
Côte-Nord	27	6.0%	426	94.0%	453
Estrie	44	26.2%	124	73.8%	168
Laurentides-Lanaudière	22	12.9%	148	87.1%	170
Mauricie-Centre-du-Québec	7	3.0%	226	97.0%	233
Montréal	1 604	64.2%	895	35.8%	2 499
Outaouais	16	2.9%	538	97.1%	554
Québec	305	40.0%	457	60.0%	762
Rive-Sud	101	30.5%	230	69.5%	331
Saguenay-Lac St-Jean	7	5.3%	124	94.7%	131
<b>Total</b>	<b>2 201</b>	<b>36.5%</b>	<b>3 833</b>	<b>63.5%</b>	<b>6 034</b>

Question **37**

Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**Coût moyen par dossier en matière criminelle, civile et notariale:**

Le coût moyen d'un dossier en matière criminelle confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 est de 1 090 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Le coût moyen d'un dossier en matière civile et administratif confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 est de 622 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Le coût moyen d'un dossier en matière notariale confié et payé aux notaires de la pratique privée pour la période du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 est de 389 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Question **38**

Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Une entente sur le renouvellement des tarifs est intervenue au cours de l'exercice 2024-2025. Lors des négociations, un membre du personnel d'encadrement de la Commission était impliqué en tant que conseiller auprès du ministère de la Justice.

L'implication de la CSJ s'est poursuivie dans le cadre des travaux du Comité de suivi mis sur pied suite au rapport du Groupe de travail indépendant sur les tarifs (GTI).

Question **39**

État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2025.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Au 31 janvier 2025, l'aide juridique a des bureaux dans 83 villes du Québec, comprenant 105 unités dont 89 à temps plein et 16 à temps partiel. Au début de l'exercice financier, l'expérience moyenne des avocats salariés du réseau était d'environ 14.2 années d'inscription au tableau de l'Ordre.

Question **40**

Pour 2024-2025, fournir :

- a. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique;
- b. Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ;
- c. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique;
- d. Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique;
- e. Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) En 2024-2025, aucune demande a été transmise au comité administratif de la Commission par les directeurs généraux. L'article 4.3 de la Loi sur l'aide juridique permet au comité administratif de la Commission, sur recommandation du directeur général, d'admettre à l'aide juridique quelqu'un qui n'est pas financièrement admissible, en tenant compte de circonstances exceptionnelles et du fait qu'un refus entraînerait pour cette personne un tort irréparable.
- b) Aucun mandat n'a été émis en vertu de l'article 4.13 de la Loi sur l'aide juridique pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025. Cet article permet au comité administratif de la Commission, sur recommandation du directeur général, d'accorder l'aide juridique à une personne qui ne peut, suivant les autres dispositions de la Loi, bénéficier de cette aide, s'il considère que des circonstances exceptionnelles le justifient et que le fait de lui refuser cette aide entraînerait pour cette personne un tort irréparable.
- c) 9 216 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024. Cet article stipule qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi qui met en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistances, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille.
- d) 9 025 mandats ont été émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024. Cet article stipule qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique est accordée pour toute affaire dont un tribunal est ou sera saisi si la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention.
- e) Le nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique pour la période de 9 mois du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024, est de 2 096. L'article 4.11 prévoit qu'en matière autre que criminelle ou pénale, l'aide juridique peut être refusée ou retirée, selon le cas, lorsque l'affaire ou le recours n'apparaît pas fondé, compte tenu notamment de l'un ou l'autre des facteurs suivants :
  - 1) la personne qui demande l'aide ne peut établir la vraisemblance d'un droit;
  - 2) cette affaire ou ce recours a manifestement très peu de chance de succès;
  - 3) les coûts que cette affaire ou ce recours entraînerait, seraient déraisonnables par rapport aux gains ou aux pertes qui pourraient en résulter pour le requérant ou, selon le cas, le bénéficiaire, à moins qu'il ne mette en cause soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille;
  - 4) le jugement ou la décision ne serait probablement pas susceptible d'exécution;
  - 5) la personne qui demande l'aide ou qui en bénéficie refuse, sans motif valable, une proposition raisonnable de règlement de l'affaire;
  - 6) les services pour lesquels cette aide est demandée peuvent être obtenus autrement, notamment par l'intermédiaire d'un autre service gouvernemental ou d'un autre organisme.

Question **41**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2024-2025 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**a) Total des demandes relatives aux jeunes contrevenants selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**

**Du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit**

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	325	307	95.4%	5	1.5%	13	4.0%
Bas St-Laurent-Gaspésie	216	203	94.0%	11	5.1%	2	0.9%
Côte-Nord	124	99	79.8%	3	2.4%	22	17.7%
Estrie	395	390	98.7%	4	1.0%	1	0.3%
Laurentides-Lanaudière	811	758	93.5%	46	5.7%	7	0.9%
Mauricie-Centre-du-Québec	447	425	95.1%	8	1.8%	14	3.1%
Montréal	1 915	1 857	97.0%	22	1.1%	36	1.9%
Outaouais	493	479	97.2%	8	1.6%	6	1.2%
Québec	671	662	98.7%	7	1.0%	2	0.3%
Rive-Sud	1 389	1 351	97.3%	21	1.5%	17	1.2%
Saguenay-Lac St-Jean	306	301	98.4%	1	0.3%	4	1.3%
<b>Total</b>	<b>7 092</b>	<b>6 832</b>	<b>96.4%</b>	<b>136</b>	<b>1.9%</b>	<b>124</b>	<b>1.7%</b>

**b) Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants**

**Du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

**c) Répartition des demandes relatives aux jeunes contrevenants acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**

**Du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit**

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	196	63.8%	111	36.2%	307
Bas St-Laurent-Gaspésie	124	61.1%	79	38.9%	203
Côte-Nord	68	68.7%	31	31.3%	99
Estrie	252	64.6%	138	35.4%	390
Laurentides-Lanaudière	405	53.4%	353	46.6%	758
Mauricie-Centre-du-Québec	236	55.5%	189	44.5%	425
Montréal	695	37.4%	1 162	62.6%	1 857
Outaouais	336	70.1%	143	29.9%	479
Québec	456	68.9%	206	31.1%	662
Rive-Sud	845	62.5%	506	37.5%	1 351
Saguenay-Lac St-Jean	223	74.1%	78	25.9%	301
<b>Total</b>	<b>3 836</b>	<b>56.1%</b>	<b>2 996</b>	<b>43.9%</b>	<b>6 832</b>

Question **41**

Suite

**d) Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier relatif aux jeunes contrevenants confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 est de 1 064 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Question **42**

Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration pour 2024-2025 :

- a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **Total des demandes en immigration, incluant les réfugiés politiques selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	26	21	80.8%	4	15.4%	1	3.8%
Bas St-Laurent-Gaspésie	16	12	75.0%	3	18.8%	1	6.3%
Côte-Nord	3	1	33.3%	0	0.0%	2	66.7%
Estrie	65	60	92.3%	4	6.2%	1	1.5%
Laurentides-Lanaudière	23	12	52.2%	10	43.5%	1	4.3%
Mauricie-Centre -du-Québec	39	27	69.2%	12	30.8%	0	0.0%
Montréal	5 159	4 864	94.3%	263	5.1%	32	0.6%
Outaouais	66	55	83.3%	11	16.7%	0	0.0%
Québec	196	141	71.9%	41	20.9%	14	7.1%
Rive-Sud	33	28	84.8%	4	12.1%	1	3.0%
Saguenay-Lac St-Jean	1	1	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
<b>Total</b>	<b>5 627</b>	<b>5 222</b>	<b>92.8%</b>	<b>352</b>	<b>6.3%</b>	<b>53</b>	<b>0.9%</b>

- b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers d'immigration (incluant réfugiés politiques)**  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

- c) **Répartition des demandes en immigration acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**

Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif et volet gratuit

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	11	52.4%	10	47.6%	21
Bas St-Laurent-Gaspésie	2	16.7%	10	83.3%	12
Côte-Nord	1	100.0%	0	0.0%	1
Estrie	4	6.7%	56	93.3%	60
Laurentides-Lanaudière	2	16.7%	10	83.3%	12
Mauricie-Centre -du-Québec	11	40.7%	16	59.3%	27
Montréal	1 517	31.2%	3 347	68.8%	4 864
Outaouais	3	5.5%	52	94.5%	55
Québec	75	53.2%	66	46.8%	141
Rive-Sud	4	14.3%	24	85.7%	28
Saguenay-Lac St-Jean	1	100.0%	0	0.0%	1
<b>Total</b>	<b>1 631</b>	<b>31.2%</b>	<b>3 591</b>	<b>68.8%</b>	<b>5 222</b>

Question **42**

Suite

**d) Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier en immigration confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 est de 847 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.



## MOTIFS de REFUS

		Application de l'article 4.11											Application de l'article 70				
	<b>TOTAL REFUS</b>	<b>Refus de contribuer</b>	<b>Inadmiss. financière</b>	<b>Service nommé. exclu</b>	<b>Article 69</b>	<b>Service non couvert</b>	<b>Non- vraisembl. de droit</b>	<b>Peu de chance de succès</b>	<b>Coût déraison- nable</b>	<b>Impossible d'exécution</b>	<b>Refus réglement raisonn.</b>	<b>Autres serv. dispon.</b>	<b>Encontr e loi sur A.J.</b>	<b>Dispos d'un bien</b>	<b>Refus de fournir renseign.</b>	<b>Renseign. faux ou inexact</b>	<b>Autre cas Art.70</b>
Civil et administratif	6,948	511	2,059	125	57	1,647	130	542	15	6	2	187	302	1	2,090	14	55
Familial	5,271	458	2,299	3	0	49	41	87	4	8	0	18	149	2	2,327	22	76
Protection de la jeunesse	1,235	103	383	0	0	18	1	0	0	0	3	99	0	637	6	34	
Immigration	352	40	100	2	1	2	2	8	1	0	0	4	0	174	2	33	
Homologation	169	0	6	0	0	6	4	3	0	5	4	23	0	42	0	1	
<b>Civil</b>	60.6% <b>13,975</b>	<b>1 112</b>	<b>4,847</b>	<b>130</b>	<b>58</b>	<b>1,722</b>	<b>178</b>	<b>640</b>	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>6</b>	<b>211</b>	<b>577</b>	<b>3</b>	<b>5,270</b>	<b>44</b>	<b>199</b>
	100.0%	8,0%	34.7%	0.9%	0.4%	12.3%	1.3%	4.6%	0.1%	0,1%	0.0%	1.5%	4.1%	0.0%	37.7%	0.3%	1.4%
Carcéral	574	66	75	1	0	25	1	0	0	0	1	229	0	179	7	2	
Criminel	1,914	196	522	12	0	79	1	4	0	0	2	68	0	1,067	6	14	
Criminel/Jeunesse	136	7	14	0	0	13	1	1	0	0	0	7	0	94	0	1	
Criminel/Sommaire	5,441	387	1,468	16	0	365	6	3	0	4	0	140	1	3,235	13	58	
Procédures et Divers	3	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	
<b>Criminel</b>	35.0% <b>8,068</b>	<b>656</b>	<b>2,080</b>	<b>29</b>	<b>0</b>	<b>483</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>445</b>	<b>1</b>	<b>4,575</b>	<b>26</b>	<b>75</b>
	100.0%	8,1%	25.8%	0.4%	0.0%	6.0%	0.1%	0.1%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	5.5%	0.0%	56.7%	0.3%	0.9%
Notarial	95	7	12	1	0	37	1	0	0	0	1	7	0	36	0	1	
<b>Notarial</b>	0.4% <b>95</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	
	100.0%	7,4%	12.6%	1.1%	0.0%	38.9%	1.1%	0.0%	0.0%	0,0%	0.0%	1.1%	7.4%	0.0%	37.9%	0.0%	1.1%
Données Incomplètes	919	17	149	1	0	23	2	3	0	0	0	44	0	672	4	4	
<b>Données incomplètes</b>	4.0% <b>919</b>	<b>17</b>	<b>149</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>44</b>	<b>0</b>	<b>672</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	
	100.0%	1,8%	16.2%	0.1%	0.0%	2.5%	0.2%	0.3%	0.0%	0,0%	0.0%	0.0%	4.8%	0.0%	73.1%	0.4%	0.4%
<b>Grand Total</b>	100.0% <b>23,057</b>	<b>1 792</b>	<b>7,088</b>	<b>161</b>	<b>58</b>	<b>2,265</b>	<b>190</b>	<b>651</b>	<b>20</b>	<b>23</b>	<b>6</b>	<b>215</b>	<b>1,073</b>	<b>4</b>	<b>10,553</b>	<b>74</b>	<b>279</b>
	100.0%	7,8%	30.7%	0.7%	0.3%	9.8%	0.8%	2.8%	0.1%	0,1%	0.0%	0.9%	4.7%	0.0%	45.8%	0.3%	1.2%

Question **43**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2024-2025 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**a) Nombre total des demandes en droit carcéral selon qu'elles ont été acceptées ou refusées par région**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Abitibi-Témiscamingue	284	260	91.5%	12	4.2%	12	4.2%
Bas St-Laurent-Gaspésie	89	80	89.9%	7	7.9%	2	2.2%
Côte-Nord	94	80	85.1%	5	5.3%	9	9.6%
Estrie	313	294	93.9%	19	6.1%	0	0.0%
Laurentides-Lanaudière	1 788	1 599	89.4%	184	10.3%	5	0.3%
Mauricie-Centre-du-Québec	676	616	91.1%	59	8.7%	1	0.1%
Montréal	2 145	1 948	90.8%	179	8.3%	18	0.8%
Outaouais	288	275	95.5%	4	1.4%	9	3.1%
Québec	914	822	89.9%	88	9.6%	4	0.4%
Rive-Sud	511	505	98.8%	6	1.2%	0	0.0%
Saguenay-Lac St-Jean	107	96	89.7%	11	10.3%	0	0.0%
<b>Total</b>	<b>7 209</b>	<b>6 575</b>	<b>91.2%</b>	<b>574</b>	<b>8.0%</b>	<b>60</b>	<b>0.8%</b>

**b) Répartition des motifs de refus en droit carcéral**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

**c) Répartition des demandes en droit carcéral acceptées selon qu'elles ont été confiées à des avocats salariés ou à des avocats de la pratique privée par région**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Avocats salariés	%	Avocats de la pratique privée	%	Total des demandes acceptées
Abitibi-Témiscamingue	17	6.5%	243	93.5%	260
Bas St-Laurent-Gaspésie	5	6.3%	75	93.8%	80
Côte-Nord	4	5.0%	76	95.0%	80
Estrie	0	0.0%	294	100.0%	294
Laurentides-Lanaudière	2	0.1%	1 597	99.9%	1 599
Mauricie-Centre-du-Québec	10	1.6%	606	98.4%	616
Montréal	52	2.7%	1 896	97.3%	1 948
Outaouais	0	0.0%	275	100.0%	275
Québec	0	0.0%	822	100.0%	822
Rive-Sud	0	0.0%	505	100.0%	505
Saguenay-Lac St-Jean	8	8.3%	88	91.7%	96
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>1.5%</b>	<b>6 477</b>	<b>98.5%</b>	<b>6 575</b>

Question **43**

Suite

**d) Coût moyen**

Le coût moyen d'un dossier en droit pénal confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 est de 343 \$, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

Question **44**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2024-2025 :

- a. Description détaillée de chacune des étapes du procès;
- b. Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privés, pour chacune des corporations régionales;
- c. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- d. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- e. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- f. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) Les tarifs d'honoraires des avocats dans le cadre du régime d'aide juridique ont été négociés par le ministre de la Justice et le Barreau du Québec. Ils ont été publiés à la Gazette Officielle du Québec du 30 octobre 2024 aux pages 6464 et suivantes. Le tarif en matière criminelle et pénale prévoit, pour les infractions poursuivies par acte d'accusation autres que celles visées aux articles 234, 239, 469 et 752 du Code criminel, une rémunération forfaitaire pour l'ensemble des services incluant la comparution, la préparation de l'enquête préliminaire, la communication de la preuve, la préparation du procès et le procès (2 périodes) de même que les représentations sur sentence à laquelle s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées d'enquête préliminaire, s'il y a lieu, et pour les demi-journées additionnelles de procès.

Pour les poursuites par voie de déclaration sommaire de culpabilité, un tarif est prévu pour l'ensemble des services auquel s'ajoutent des honoraires fixes pour les demi-journées additionnelles de procès. L'ensemble des services comprend la comparution, la préparation du procès, le procès et les représentations sur sentence. Un honoraire additionnel est prévu pour la tenue de l'enquête sur mise en liberté, tant pour les infractions poursuivies par acte d'accusation (autres que celles visées aux articles 234, 239, 469 et 752 du Code criminel) que pour les infractions poursuivies par voie de déclaration sommaire, si la poursuite s'objecte à la remise en liberté et qu'une enquête est effectivement tenue. Un honoraire additionnel est également prévu pour l'ordonnance de mise en liberté avec conditions émise sans enquête et pour toutes modifications des conditions faites de consentement.

Quant aux actes criminels relevant de la juridiction exclusive de la Cour Supérieure (Article 469 du Code Criminel), les montants sont toujours attribués et payés pour chaque étape et/ou procédure telles que décrites aux articles 28 à 36 du tarif.

Le tarif d'aide juridique comporte principalement deux modes de rémunération, soit un tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et par étape en matière civile.

- b) **Répartition des montants payés aux avocats de la pratique privée concernant les mandats en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants) par région**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Montants payés	%
Abitibi-Témiscamingue	3 239 290	12.9%
Bas St-Laurent-Gaspésie	624 177	2.5%
Côte-Nord	387 247	1.5%
Estrie	1 133 385	4.5%
Laurentides-Lanaudière	1 939 780	7.7%
Mauricie-Centre-du-Québec	1 186 744	4.7%
Montréal	9 145 318	36.4%
Outaouais	1 329 324	5.3%
Québec	2 027 057	8.1%
Rive-Sud	3 190 510	12.7%
Saguenay-Lac St-Jean	938 887	3.7%
<b>Total des honoraires et des déboursés</b>	<b>25 141 719 \$</b>	<b>100.0%</b>

Question **44**

Suite

**c) Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)**

**Poursuites par voie de déclaration sommaire**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Total des demandes c)	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1) f)
	acceptées e)	attestations conditionnelles	acceptées	attestations conditionnelles	
43 350	20 315	41	15 490	1 316	610 \$

**Demandes en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral et dossiers jeunes contrevenants)**

**Infractions poursuivies par acte d'accusation**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Total des demandes c)	Pratique privée		Salariés		Coût moyen pratique privée (1) f)
	acceptées e)	attestations conditionnelles	acceptées	attestations conditionnelles	
23 808	13 791	24	7 028	593	1 888 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit criminel et pénal confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

**d) Répartition des motifs de refus en droit criminel et pénal (excluant le droit carcéral)**

**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

Question **45**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2024-2025 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **Demands relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Nature	Total des demandes a)	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1) d)
		pratique privée c)	salariés	
Droit civil et administratif	27 779	5 799	14 738	622 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil et administratif confié et payé aux avocats de pratique privée pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

- b) **Répartition des motifs de refus  
Pour les demandes relatives au droit civil et administratif (excluant l'immigration)  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

Question **46**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement en 2024-2025 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

a) Demandes relatives au droit civil

Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit

Nature	Total des demandes a)	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1) d)
		pratique privée c)	salariés	
Changement de nom	71	8	33	786 \$
Succession (2)	946	149	415	392 \$
Services notariaux (3)	307	203	1	389 \$
Logement	6 885	1 601	3 338	681 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit civil confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

(2) Incluant les dossiers relatifs au testament.

(3) Incluant les dossiers de successions assumés par les notaires.

Question **47**

Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2024-2025 :

- a. Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée;
- b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus;
- c. Nombre de mandats émis à la pratique privée;
- d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) **Dossiers relatifs au droit matrimonial et familial**  
**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Nature	Total des demandes a)	Acceptées		Coût moyen pratique privée (1) d)
		pratique privée c)	salariés	
Droit matrimonial et familial (2)	58 139	25 804	25 095	1 166 \$

(1) Coût moyen d'un dossier en droit matrimonial et familial confié et payé aux avocats de la pratique privée pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration de ces dossiers.

(2) Incluant la protection de la jeunesse.

- b) **Répartition des motifs de refus pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial**  
**Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024 - Volet contributif et volet gratuit**

Voir l'annexe intitulée "Motif de refus" ci-jointe.

Question **48**

Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais en 2024-2025.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par les avocats salariés, par catégorie de frais, par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	18 654	56.3%	14 483	43.7%	33 137
Bas St-Laurent-Gaspésie	72 146	68.2%	33 659	31.8%	105 805
Côte-Nord	31 521	97.2%	910	2.8%	32 431
Estrie	139 827	85.4%	23 815	14.6%	163 642
Laurentides-Lanaudière	184 278	95.0%	9 706	5.0%	193 984
Mauricie-Centre-du-Québec	114 798	87.3%	16 678	12.7%	131 476
Montréal	895 371	95.5%	42 135	4.5%	937 506
Outaouais	124 932	88.1%	16 824	11.9%	141 756
Québec	155 097	62.2%	94 441	37.8%	249 538
Rive-Sud	230 363	96.6%	8 211	3.4%	238 574
Saguenay-Lac St-Jean	30 645	61.7%	19 060	38.3%	49 705
<b>Total</b>	<b>1 997 632</b>	<b>87.7%</b>	<b>279 922</b>	<b>12.3%</b>	<b>2 277 554</b>

Répartition des frais judiciaires (1) encourus par les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025 - Volet contributif et volet gratuit

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	27 334	18.6%	119 488	81.4%	146 822
Bas St-Laurent-Gaspésie	24 906	40.5%	36 567	59.5%	61 473
Côte-Nord	6 668	15.6%	36 159	84.4%	42 827
Estrie	39 230	47.0%	44 325	53.0%	83 555
Laurentides-Lanaudière	195 891	56.4%	151 417	43.6%	347 308
Mauricie-Centre-du-Québec	67 696	61.5%	42 312	38.5%	110 008
Montréal	1 062 198	56.0%	833 922	44.0%	1 896 120
Outaouais	25 554	51.2%	24 371	48.8%	49 925
Québec	76 365	39.9%	115 017	60.1%	191 382
Rive-Sud	197 740	51.9%	183 116	48.1%	380 856
Saguenay-Lac St-Jean	11 556	50.2%	11 444	49.8%	23 000
<b>Total</b>	<b>1 735 138</b>	<b>52.1%</b>	<b>1 598 138</b>	<b>47.9%</b>	<b>3 333 276</b>

(1) Incluant les frais d'expertise, excluant le coût pour photocopies et les frais de déplacements.

Question **49**

Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**Répartition des frais d'expertise encourus par  
les avocats salariés, par catégorie de frais, par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	1 025	45.1%	1 250	54.9%	2 275
Bas St-Laurent-Gaspésie	12 253	41.9%	17 000	58.1%	29 253
Côte-Nord	8 077	100.0%	0	0.0%	8 077
Estrie	46 213	72.0%	17 955	28.0%	64 168
Laurentides-Lanaudière	76 414	88.7%	9 705	11.3%	86 119
Mauricie-Centre-du-Québec	108 736	88.7%	13 854	11.3%	122 590
Montréal	155 139	86.9%	23 338	13.1%	178 477
Outaouais	4 832	43.5%	6 288	56.5%	11 120
Québec	65 263	47.2%	73 080	52.8%	138 343
Rive-Sud	24 594	87.1%	3 633	12.9%	28 227
Saguenay-Lac St-Jean	4 472	22.5%	15 430	77.5%	19 902
<b>Total</b>	<b>507 018</b>	<b>73.6%</b>	<b>181 533</b>	<b>26.4%</b>	<b>688 551</b>

**Répartition des frais d'expertise encourus par  
les avocats de la pratique privée, par catégorie de frais, par région  
Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025 - Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Civil	%	Criminel	%	Total
Abitibi-Témiscamingue	4 538	18.6%	19 906	81.4%	24 444
Bas St-Laurent-Gaspésie	9 238	37.2%	15 600	62.8%	24 838
Côte-Nord	1 300	17.3%	6 200	82.7%	7 500
Estrie	5 292	23.8%	16 907	76.2%	22 199
Laurentides-Lanaudière	70 118	89.4%	8 325	10.6%	78 443
Mauricie-Centre-du-Québec	19 384	49.2%	20 010	50.8%	39 394
Montréal	168 095	41.6%	235 756	58.4%	403 851
Outaouais	7 425	10.9%	60 435	89.1%	67 860
Québec	36 867	50.4%	36 318	49.6%	73 185
Rive-Sud	76 445	48.7%	80 442	51.3%	156 887
Saguenay-Lac St-Jean	975	9.4%	9 350	90.6%	10 325
<b>Total</b>	<b>399 677</b>	<b>44.0%</b>	<b>509 249</b>	<b>56.0%</b>	<b>908 926</b>

Question **50**

Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2024-2025.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

	Résultats probables 2024-2025 (k\$)
Transferts provenant du ministère de la Justice	217 291,0 K\$
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	2 771,4 K\$
Revenus autonomes estimés	4 700,0 K\$
<b>Total</b>	<b>224 762,4 K\$</b>

Question **51**

Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 janvier 2025, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Ventilation détaillée des effectifs pour la Commission ainsi que pour chacun des bureaux au 31 janvier 2025

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
<b>ABITIBI - TÉMISCAMINGUE</b>				
Administration & Amos	3,0	7,6		9,6
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	6,0	5,0	0,5	11,5
La Sarre	1,0	1,0		2,0
Nord	6,0	5,6		11,6
Kuujuuaq	2,0	2,0		4,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
Paix des Braves	1,0	1,0		2,0
Enquête sur mise en liberté	1,0	1,0		2,0
	<b>25,0</b>	<b>28,2</b>	<b>0,5</b>	<b>53,7</b>
<b>BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE</b>				
Rimouski	7,0	9,5	1,0	17,5
New Richmond	2,0	2,7		4,7
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	1,0	9,0
Gaspé	1,0	1,5		2,5
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,5		4,5
Chandler	2,0	2,7		4,7
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	1,5		2,5
Cabano	1,0	1,6		2,6
	<b>20,1</b>	<b>29,5</b>	<b>2,0</b>	<b>52,5</b>
<b>CÔTE-NORD</b>				
Sept-Iles	6,0	8,5		14,5
Baie-Comeau	5,0	5,0	0,5	10,5
Forestville	1,0	1,0		2,0
	<b>12,0</b>	<b>14,5</b>	<b>0,5</b>	<b>27,0</b>
<b>ESTRIE</b>				
Sherbrooke (administration et civil)	9,0	16,0	0,5	25,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Val-des-Sources	2,0	2,0		4,0
Lac Megantic	2,0	2,0		4,0
Magog	2,0	2,0		4,0
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	9,5	9,0		18,5
	<b>28,5</b>	<b>36,0</b>	<b>0,5</b>	<b>65,0</b>

Question **51**

Suite

**LAURENTIDES-LANAUDIÈRE**

St-Jérôme	16,0	18,1	1,5	35,6
Joliette	12,0	11,8	1,0	24,8
Mont-Laurier	2,0	2,6		4,6
Ste-Thérèse	3,0	4,1		7,1
Repentigny	2,0	4,0		6,0
Ste-Agathe	2,0	1,6		3,6
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	1,8		2,8
Terrebonne	2,0	2,0		4,0
Administration	2,0	5,0		7,0
	<b>43,0</b>	<b>52,6</b>	<b>2,5</b>	<b>98,1</b>

**MAURICIE-CENTRE-DU-QC**

Trois-Rivières	11,5	14,5	0,5	26,5
Shawinigan	6,0	6,0	0,5	12,5
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	6,0	8,0	0,5	14,5
Victoriaville	4,0	4,0		8,0
Administration	1,0	5,0		6,0
	<b>29,5</b>	<b>38,5</b>	<b>1,5</b>	<b>69,5</b>

**MONTREAL**

Laval	16,0	18,0	0,5	34,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. Jeunesse	15,0	10,0	0,5	25,5
Division criminelle	25,0	31,0	2,0	58,0
Maisonnette-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	7,0	9,0	0,5	16,5
Côte-des-Neiges	6,0	8,0	0,5	14,5
Crémazie	7,0	9,0	0,5	16,5
Sud-Ouest	8,0	10,0	0,5	18,5
Administration	3,0	21,5		24,5
Immigration	9,0	14,0		23,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0		8,0
Santé mentale	5,0	3,0		8,0
Service de garde	9,0			9,0
Service de garde - Visio	5,0	1,0		6,0
	<b>133,0</b>	<b>158,5</b>	<b>6,0</b>	<b>297,5</b>

**OUTAOUAIS**

Gatineau (Civil, famille, jeunesse)	11,0	14,0		25,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham / St-André	2,0	2,5		4,5
Gatineau	6,0	6,5		12,5
Gatineau - Section criminelle	7,0	8,0	0,5	15,5
Aylmer	2,0	2,0		4,0
	<b>31,0</b>	<b>36,5</b>	<b>0,5</b>	<b>68,0</b>

**QUÉBEC**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2025-2026

Question **51**

Suite

Charlesbourg	6,0	10,0		16,0
La Malbaie	1,0	1,4		2,4
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	4,0		7,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc – Section jeunesse	9,0	7,0	1,0	17,0
Qc – Section criminelle	11,0	13,1	1,0	25,1
Centre-ville	5,0	7,0		12,0
Immigration	3,0	1,0		4,0
Administration	1,5	5,0		6,5
	<b>46,5</b>	<b>56,5</b>	<b>2,0</b>	<b>105,0</b>

**RIVE-SUD**

Longueuil - Administration	3,0	5,5		8,5
Longueuil – Affaires civiles	10,0	13,0	1,0	24,0
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	4,0	5,0		9,0
St-Hyacinthe	6,0	6,0		12,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	5,0	5,0		10,0
Valleyfield	9,0	8,0		17,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil – Criminel & Jeunesse	11,0	8,5		19,5
	<b>55,0</b>	<b>61,0</b>	<b>1,0</b>	<b>117,0</b>

**SAGUENAY-LAC-ST-JEAN**

Chicoutimi	7,0	9,0		16,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	3,0		5,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
Administration	1,0	3,0		4,0
	<b>18,0</b>	<b>26,0</b>	<b>0,0</b>	<b>44,0</b>

**COMMISSION (incluant Rebâtir)**

**34,0                      57,0                      91,0**

**TOTAL DES EFFECTIFS**

**476,5                      594,8                      17,0                      1088,3**

Question **52**

Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2024-2025.  
Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**Volet contributif et volet gratuit**

Régions	Demandes reçues du 1er avril au 31 décembre 2024	Demandes acceptées du 1er avril au 31 décembre 2024
Abitibi-Témiscamingue	10 074	8 765
Bas St-Laurent-Gaspésie	6 142	5 133
Côte-Nord	3 262	2 522
Estrie	9 928	8 991
Laurentides-Lanaudière	22 345	18 290
Mauricie-Bois-Francs	13 388	11 141
Montréal	53 941	43 902
Outaouais	10 659	8 808
Québec	16 980	14 048
Rive-Sud	24 447	20 930
Saguenay-Lac St-Jean	6 582	6 127
<b>Total</b>	<b>177 748</b>	<b>148 657</b>

Question **53**

En 2024-2025, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

	1 <sup>er</sup> avril 2024 au 31 décembre 2024
Nombre total de demandes traitées à l'aide juridique	177 748
Nombre total de requérants refusés économiquement à l'aide juridique	7 088
Proportion des demandes traitées	3,99%
Nombre de requérants refusés économiquement <sup>1</sup> à l'aide juridique <u>et</u> ayant reçu une pension alimentaire <sup>2</sup>	241
Proportion des demandes traitées	0,14%
Montant total des pensions alimentaires reçues par ces requérants	2 494 365 \$
Nombre de requérants refusés économiquement à l'aide juridique <u>et</u> dont le montant de la pension alimentaire <u>dépasse</u> à elle seule le barème <u>gratuit</u> <sup>3</sup>	11
Proportion des demandes traitées	0,006%
Montant total des pensions alimentaires reçues par ces requérants	662 516 \$
<b>le coût moyen d'un dossier<sup>4</sup></b>	<b>877 \$</b>
<b>Les sommes épargnées estimées</b>	<b>9 647 \$</b>

<sup>1</sup> Un requérant peut être refusé économiquement tant par ses revenus, ses biens et/ou ses liquidités.

<sup>2</sup> Toute forme de pension alimentaire. Nous ne pouvons distinguer celles se rapportant uniquement aux enfants.

<sup>3</sup> Dont certains ont pu être admis moyennant le paiement d'une contribution.

<sup>4</sup> Il s'agit du coût moyen d'un dossier (toutes matières confondues) confié et payé aux avocats de la pratique privée, excluant les frais d'admissibilité et les autres frais d'administration.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2025-2026

Question **55**

Liste des mandats accordés en 2024-2025 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- a. Le nom et l'adresse du professionnel;
- b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- d. Les prévisions des coûts pour 2025-2026 et pour l'ensemble du mandat confié;
- e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;
- f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers

Étude des crédits 2025-2026

Question **55**

Suite

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Mandataires	Taux	Mois	Objet	Montant des honoraires
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Mai 2024	Relations de travail.	98 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Mai 2024	Relations de travail.	65 \$
Me Pierre St-Arnaud	295 \$	Mai 2024	Relations de travail.	1 033 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	279 \$	Juin 2024	Relations de travail.	5 163 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	281 \$	Juin 2024	Relations de travail.	2 443 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	279 \$	Juillet 2024	Relations de travail.	6 338 \$
Me Pierre St-Arnaud	295 \$	Juillet 2024	Relations de travail.	3 245 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Août 2024	Relations de travail.	228 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Août 2024	Relations de travail.	98 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	325 \$	Août 2024	Relations de travail.	293 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	275 \$	Octobre 2024	Relations de travail.	83 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	275 \$	Novembre 2024	Relations de travail.	83 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	289 \$	Décembre 2024	Relations de travail.	318 \$
<b>Total des honoraires</b>				<b>19 488 \$</b>

Question **67**

Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches pour les augmenter.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Pour 2024-2025, 21 employés étaient affectés en tout ou en partie dans le Nord incluant les services en matière criminelle et protection de la jeunesse.

Baie D'Ungava : 4 avocats, 4 personnels de soutien

Baie d'Hudson : 4 avocats, 4 personnels de soutien

Baie James : 1 avocat, 1 personnel de soutien

Côte intérieure cris : ½ avocat ½ personnel de soutien

Service d'enquête sur mise en liberté au Nunavik : 1 avocat, 1 personnel de soutien

Cette région est desservie par la cour itinérante du Québec.

Le réseau de l'aide juridique  
au service des gens...



## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

**Renseignements particuliers  
du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition**

Avril 2025

# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION ÉTUDE DES CRÉDITS 205-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
06	<p>Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> le nombre de postes à combler;</li> <li><input type="checkbox"/> le nombre de postulants;</li> <li><input type="checkbox"/> la date;</li> <li><input type="checkbox"/> la nature (concours réservé ou non);</li> <li><input type="checkbox"/> le taux de réussite;</li> <li><input type="checkbox"/> la répartition par région administrative;</li> <li><input type="checkbox"/> la date de la publication des résultats.</li> </ul>	4
16	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.</p>	5
37	<p>Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.</p>	6

# demande initiale deuxième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP2.2	Nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i
DP2.5	Nombre et proportion de personnes issues de la diversité (autochtones, communautés racisées, personnes en situation d'handicap) dans les postes de gestionnaires au sein du ministère.	Répondue par les réponses de la demande de renseignements généraux numéro 13a et 13b
DP2.17	Nombre total de juges, au 31 mars 2024, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le genre des juges. Indiquer le nombre de juges en congé de maladie en indiquant la date prévue de retour, le nombre de postes vacants en indiquant la date de la libération du poste.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 22 de l'opposition officielle
DP2.21	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le conseil de la magistrature et le nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire. Synthèse des améliorations qui ont été apportées découlant de ces plaintes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 25 de l'opposition officielle
DP2.22	a. Nombre total des demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b. Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c. Nombre de mandats émis à la pratique privée; d. Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 42 de l'opposition officielle
DP2.23	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, émis en présence de circonstances exceptionnelles et en raison que le fait de ne pas la déclarer financièrement admissible entraînerait pour cette personne un tort irréparable, sur décision du comité administratif de la Commission des services juridiques (application des articles 4.3 et 4.13 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 40 a) et b) de l'opposition officielle
DP2.24	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsque la personne à qui l'aide juridique serait accordée subit ou subira vraisemblablement une atteinte grave à sa liberté, notamment une mesure de garde ou de détention (application de l'article 4.7, par. 8 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 40 d) de l'opposition officielle
DP2.25	Nombre de mandats d'aide juridique, ventilé par région, accordée en matière autre que criminelle ou pénale, lorsqu'il s'agit de toute autre affaire, si cette affaire met en cause ou mettra vraisemblablement en cause soit la sécurité physique ou psychologique d'une personne, soit ses moyens de subsistance, soit ses besoins essentiels et ceux de sa famille (application de l'article 4.7, par. 9 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 40 c) de l'opposition officielle
DP2.26	Nombre de mandats d'aide juridique refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 40 e) de l'opposition officielle
DP2.27	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de la pratique privée, par catégories de frais.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 48 de l'opposition officielle
DP2.28	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2025, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 51 de l'opposition officielle

Question **06**

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours :

- le nombre de postes à combler;
- le nombre de postulants;
- la date;
- la nature (concours réservé ou non);
- le taux de réussite;
- la répartition par région administrative;
- la date de la publication des résultats.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Aucun, non applicable.

Question **16**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

<b>1. Créances à recevoir:</b>	<u><b>31 janvier 2025</b></u>
Volet contributif	670 037 \$
Recouvrement des coûts	<u>950 706 \$</u>
Total	<u><u>1 620 743 \$</u></u>

**2. Procédure de recouvrement:**

Réclamations écrites, relances téléphoniques, deuxième envoi écrit (mise en demeure).

Question **37**

Sommes dépensées dans le cadre de Rebâtir la confiance. Détailler par investissements et par projets.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Total des dépenses et investissements Rebâtir 1 (Chapitre III) : 2 870 182 \$

Total des dépenses et investissements projet pilote Rebâtir 2: 672 623 \$

Estimation au 31 janvier 2025.

Le réseau de l'aide juridique  
au service des gens...



## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION

Avril 2025

# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3<sup>e</sup> GROUPE D'OPPOSITION

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
28	Budget prévu pour la révision des tarifs versés aux avocats en pratique privée qui réalisent des mandats d'aide juridique.	9
29	Statistiques afférentes aux dossiers et aux clientèles de l'aide juridique (nb total de dossiers pour 2024-2025, projections 2025-2026 (si elles existent), répartition de la clientèle (pleinement admissible à l'aide juridique vs clientèle à contribution, répartition ethnographique, par domaine de droit)	10

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.1	Indiquer la somme dépensée en 2024-2025 (prévisions pour 2025-2026) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 1 de l'opposition officielle
DP3.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2024-2025, indiquer : a. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, inclure leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, inclure leur rémunération et leur cv; d. Leur frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 2 de l'opposition officielle
DP3.3	Pour 2024-2025, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 3 de l'opposition officielle
DP3.4	Pour 2024-2025, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes, en indiquant : a) le montant total des créances; b) le montant total des sommes recouvrées; c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement; d) les résultats obtenus.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 4 de l'opposition officielle
DP3.5	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2024-2025. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 6 de l'opposition officielle
DP3.6	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer: a) la date des rénovations; b) la liste des rénovations; c) le coût des rénovations; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 8 de l'opposition officielle
DP3.7	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2024-2025, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser: a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le nombre de rencontres effectuées en 2024-2025; e) les résultats obtenus en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 9 de l'opposition officielle
DP3.8	Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2024-2025. Indiquer, pour chacune: a) les coûts; b) les dates et lieux; c) les personnes présentes; d) les sujets à l'ordre du jour; e) les résultats obtenus et les prévisions pour 2024-2025 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée); f) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 10 de l'opposition officielle
DP3.11	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 17 de l'opposition officielle
DP3.13	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 18 de l'opposition officielle
DP3.15	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 19 de l'opposition officielle

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.16	Nombre total de juges, au 31 mars 2025, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 22 de l'opposition officielle
DP3.17	Dans la dernière année, pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et de juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 24 de l'opposition officielle
DP3.19	Nombre de plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2024-2025 et nombre de cas portés devant les tribunaux. Ventiler par nature de la plainte portée contre les juges.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 25 de l'opposition officielle
DP3.20	Ventilation détaillée des augmentations ou des primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 26 de l'opposition officielle
DP3.27	Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2024-2025, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique. Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 36 et 37 de l'opposition officielle
DP3.30	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 39 de l'opposition officielle
DP3.31	Pour 2024-2025, indiquer le nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 du règlement sur l'admissibilité juridique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 40 a) de l'opposition officielle
DP3.32	Pour 2024-2025, fournir : A.Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique ; B.Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; C.Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la Loi sur l'aide juridique; D.Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la Loi sur l'aide juridique.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 40 b), c), d), e) de l'opposition officielle
DP3.33	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais, et ce, pour 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 48 de l'opposition officielle
DP3.34	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, pour la dernière année financière, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 49 de l'opposition officielle
DP3.35	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 50 de l'opposition officielle
DP3.36	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 janvier 2025, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 51 de l'opposition officielle
DP3.37	Bilan de la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur depuis le 1er janvier 2014. Fournir les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 52 de l'opposition officielle

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.38	Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice pour 2024-2025, en précisant: a) le nombre de projets terminés; b) le nombre de projets en voie d'achèvement; c) le nombre de projets retardés et les motifs du retard; d) le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon; e) le nombre de projets en attente.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 83 de l'opposition officielle
DP3.39	Liste des mandats accordés en 2024-2025 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a. Le nom et l'adresse du professionnel; b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d. Les prévisions des coûts pour 2025-2026 et pour l'ensemble du mandat confié; e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f. Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 55 de l'opposition officielle
DP3.41	Produire le plan d'immobilisation (agrandissement et rénovation) pour chacun des palais de justice et l'état d'avancement PQI 2018-2028.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 83 de l'opposition officielle
DP3.42	Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec et délai de traitement moyen: a) Chambre civile; b) Chambre civile – Division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 86 de l'opposition officielle
DP3.43	Nombre de dossiers ouverts à la Division des petites créances. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de 3 000 \$ ou moins, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 3 001 \$ et 5 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 5 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 87 de l'opposition officielle
DP3.44	Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances. Ventiler par palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 89 de l'opposition officielle
DP3.45	Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale. palais de justice.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 90 de l'opposition officielle
DP3.47	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2024-2025, par région.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 91 de l'opposition officielle
DP3.48	Nombre de célébrants de mariage civil désignés.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
DP3.49	Nombre de célébrants de mariage civil désignés pour une seule union (célébrants ad hoc).	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
DP3.50	Le nombre d'avis envoyés aux célébrants pour leur rappeler leurs obligations prévues au Code civil du Québec.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
DP3.54	Pour les trois dernières années, pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 68 de l'opposition officielle

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.59	Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 102 de l'opposition officielle
DP3.62	Indiquer les sommes perçues sous forme de contribution pénale obligatoire conformément à l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Ventiler les sommes totales en fonction du montant des contributions individuelles (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 % de l'amende). Par exemple, le montant total perçu sous la forme de contribution de 14 \$.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 105 de l'opposition officielle
DP3.64	État de situation, au 31 mars 2025, concernant la liste et l'état des principales causes pendantes en matière civile et constitutionnelle devant la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême du Canada impliquant le Procureur général du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.65	Pour 2024-2025, fournir la liste des recours exercés par le Procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C 25) contre un membre du conseil, un fonctionnaire ou un employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.66	Pour 2024-2025, liste des actions en déclaration d'inhabilité et des requêtes en quo warranto intentées par le Procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions ou des requêtes, et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions d'élu.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.68	Pour 2024-2025, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2025-2026. État de situation, au 31 mars 2025, de sa mise en œuvre.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 20 de l'opposition officielle
DP3.71	État d'avancement des projets pilotes quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 70 du troisième groupe d'opposition
DP3.73	Fournir un échéancier complet quant à la mise en œuvre du tribunal spécialisé pour les victimes de violence sexuelle ou conjugale.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 70 du troisième groupe d'opposition
DP3.80	Ventilation détaillée des sommes octroyées par l'aide financière d'urgence (AFU).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 11 du deuxième groupe d'opposition
DP3.90	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2024-2025; fournir les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 59 de l'opposition officielle
DP3.91	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2024-2025; fournir les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 60 de l'opposition officielle
DP3.92	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 61 de l'opposition officielle
DP3.96	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2024-2025 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 106 de l'opposition officielle

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.98	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées en 2023-2024 et en 2024-2025, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Par exemple, pour la catégorie Allocations spéciales, préciser le montant affecté aux allocations spéciales de 500 \$ versées aux conjoints ou aux personnes à charge, et préciser le montant affecté aux allocations de 2 000 \$ versées aux parents d'un enfant décédé des suites d'un acte criminel. De même, pour la catégorie Assistance médicale, préciser notamment le montant affecté aux frais de psychothérapie pour les victimes et celui pour les proches des victimes.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 122 de l'opposition officielle
DP3.113	Bilan, au 31 mars 2025, de l'implantation des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif, fournir les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 123 de l'opposition officielle
DP3.114	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 124 de l'opposition officielle
DP3.116	En 2024-2025, nombre de contestations judiciaires visant la Charte de la langue française (L.R.Q. chDP3. C. 11) qui ont requis une intervention du Procureur général du Québec. Indiquer la nature de ces interventions, l'étape où en est chacune des contestations et ventiler celles-ci par article.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.117	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la loi R 20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 126 de l'opposition officielle
DP3.119	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 55
DP3.121	État de situation de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre. Pour chaque initiative, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
DP3.122	État de situation sur les activités du comité de liaison avec la communauté musulmane annoncé vers le 18 novembre 2014. Indiquer: a) les sommes allouées au fonctionnement de ce comité et aux initiatives qui en ont découlées; b) le nombre de rencontres tenues depuis sa création, avec les dates; c) le nom des membres du comité.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
DP3.123	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création: a) indiquer les membres de la direction et les administrateurs, si applicable; b) indiquer les sommes allouées pour le fonctionnement et les initiatives du centre; c) faire un portrait des résultats des interventions du centre, notamment le nombre de cas traités et leur suivi par le centre.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
DP3.125	Pour 2024-2025, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 130 de l'opposition officielle
DP3.127	En date du 31 mars 2025, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 131 de l'opposition officielle
DP3.128	Pour 2024-2025, nombre de séances d'examen organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 132 de l'opposition officielle
DP3.129	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers, selon les régions et les parcs nationaux du Québec, pour les années 2023-2024 et 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 81 de l'opposition officielle

# demande initiale troisième groupe d'opposition	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
DP3.130	Liste des infractions et des amendes liées à ces infractions pour des gestes répertoriés de braconnage, pour les années 2023-2024 et 2024-2025.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 82 de l'opposition officielle
DP3.134	Liste des échanges, de la correspondance et des actions entreprises en lien avec l'application du jugement A. c. Procureur général du Québec (2020 QCCS3375) rendu en avril 2020.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.135	Liste des échanges, de la correspondance et des actions entreprises à la suite de l'arrestation arbitraire par le SPVM de monsieur Mamadi III Fara Camara en janvier 2021.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.139	Liste des rencontres et des démarches entreprises auprès du gouvernement fédéral en lien avec l'harmonisation de la Loi sur les Juges et la Loi sur les tribunaux judiciaires relativement au nombre de juges à la Cours supérieure du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.140	Copie de toute correspondance entre le gouvernement du Québec, incluant le ministère de la Justice et le ministère du Conseil exécutif, et le gouvernement fédéral en lien avec l'harmonisation de la Loi sur les Juges et la Loi sur les tribunaux judiciaires relativement au nombre de juges à la Cours supérieure du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.141	État de situation, au 31 mars 2025, des travaux du Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès. Indiquer les actions prévues pour 2025-2026.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.142	État de situation, au 31 mars 2025, du suivi accordé au rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille pour une réforme du droit de la famille.	Répondue par la réponse de la demande de renseignements particuliers numéro 12 de l'opposition officielle
DP3.151	Nombre de signalements reçus en 2023-2024 et en 2024-2025, par région du Québec, concernant des cas d'intimidation ou de risque suicidaire.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
DP3.152	Nombre d'enfants placés sur une liste d'attente par la Protection de la jeunesse	Répondue par le ministère de la Santé et des Services Sociaux
DP3.153	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la Direction de la protection de la jeunesse et des centres jeunesse. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services Sociaux
DP3.193	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Question **28**

Budget prévu pour la révision des tarifs versés aux avocats en pratique privée qui réalisent des mandats d'aide juridique.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

L'impact financier du nouveau tarif de la pratique privée applicable aux mandats émis à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023 est évalué à 6,6 M\$ pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 janvier 2025 ou 7,9 M\$ sur une base annualisée pour 2024-2025.

Question **29**

Statistiques afférentes aux dossiers et aux clientèles de l'aide juridique (nb total de dossiers pour 2024-2025, projections 2025-2026 (si elles existent), répartition de la clientèle (pleinement admissible à l'aide juridique vs clientèle à contribution, répartition ethnographique, par domaine de droit)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

a) Total des demandes par matière  
Du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet contributif

Matières	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Civil et administratif	2 541	1 192	46.9%	1 296	51.0%	53	2.1%
Familial	3 611	2 580	71.4%	930	25.8%	101	2.8%
Protection de la jeunesse	1 326	1 067	80.5%	210	15.8%	49	3.7%
Immigration	139	83	59.7%	51	36.7%	5	3.6%
Homologation	45	37	82.2%	7	15.6%	1	2.2%
SARPA	0	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%
<b>Sous-total Civil</b>	<b>7 662</b>	<b>4 959</b>	<b>64.7%</b>	<b>2 494</b>	<b>32.6%</b>	<b>209</b>	<b>2.7%</b>
Carcéral	150	60	40.0%	81	54.0%	9	6.0%
Criminel	922	559	60.6%	285	30.9%	78	8.5%
Criminel/Jeunesse	48	36	75.0%	10	20.8%	2	4.2%
Criminel/Sommaire	2 384	1 548	64.9%	689	28.9%	147	6.2%
Criminel/Chapitre III	0	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%
<b>Sous-total Criminel</b>	<b>3 504</b>	<b>2 203</b>	<b>62.9%</b>	<b>1 065</b>	<b>30.4%</b>	<b>236</b>	<b>6.7%</b>
Notarial	34	15	44.1%	18	52.9%	1	2.9%
<b>Total</b>	<b>11 200</b>	<b>7 177</b>	<b>64.1%</b>	<b>3 577</b>	<b>31.9%</b>	<b>446</b>	<b>4.0%</b>

b) Total des demandes par matière  
Du 1er avril 2024 au 31 décembre 2024 - volet gratuit

Matières	Total	Acceptées	%	Refusées	%	Non-Statuées	%
Civil et administratif	25 238	19 345	76.7%	5 652	22.4%	241	1.0%
Familial	18 067	13 403	74.2%	4 341	24.0%	323	1.8%
Protection de la jeunesse	35 135	33 849	96.3%	1 025	2.9%	261	0.7%
Immigration	5 488	5 139	93.6%	301	5.5%	48	0.9%
Homologation	1 714	1 527	89.1%	162	9.5%	25	1.5%
SARPA	1	1	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
<b>Sous-total Civil</b>	<b>85 643</b>	<b>73 264</b>	<b>85.5%</b>	<b>11 481</b>	<b>13.4%</b>	<b>898</b>	<b>1.0%</b>
Carcéral	7 059	6 515	92.3%	493	7.0%	51	0.7%
Criminel	22 886	20 260	88.5%	1 629	7.1%	997	4.4%
Criminel/Jeunesse	7 044	6 796	96.5%	126	1.8%	122	1.7%
Criminel/Sommaire	40 966	34 257	83.6%	4 752	11.6%	1 957	4.8%
Criminel/Chapitre III	206	199	96.6%	3	1.5%	4	1.9%
<b>Sous-total Criminel</b>	<b>78 161</b>	<b>68 027</b>	<b>87.0%</b>	<b>7 003</b>	<b>9.0%</b>	<b>3 131</b>	<b>4.0%</b>
Notarial	273	189	69.2%	77	28.2%	7	2.6%
<b>Total</b>	<b>164 077</b>	<b>141 480</b>	<b>86.2%</b>	<b>18 561</b>	<b>11.3%</b>	<b>4 036</b>	<b>2.5%</b>